

Les défis sécuritaires : y a-t-il du nouveau ?

Le terrorisme d'aujourd'hui n'a rien de revendicatif, c'est un terrorisme de rupture totale, fermé à tout argument alternatif, qui ne tend à aucun dialogue ou compromis.

Ahmed Driss

Il n'est aujourd'hui plus à démontrer que le souci sécuritaire a été, depuis le lancement du Processus de Barcelone en 1995, l'un des éléments centraux du Partenariat euroméditerranéen. En effet, son objectif majeur est d'arriver à l'établissement d'une zone de paix et de stabilité où il régnera aussi la prospérité. Le souci sécuritaire était même, selon une majorité d'auteurs spécialistes de la région, la raison d'être du Partenariat, le moteur de la politique européenne vis-à-vis de la Méditerranée ; l'Europe cherchant à sécuriser sa frontière sud et à se prémunir contre toute menace éventuelle pouvant venir de son voisinage méridional. Cette priorité de « sécuritisation » était surtout liée à une certaine perception de la menace dont il ne nous revient pas ici d'en analyser la pertinence ou d'en vérifier la véracité.

Toutefois, même si la place qu'occupent les défis sécuritaires dans l'architecture générale des relations euroméditerranéennes reste contestable, il serait erroné d'en nier ou d'en amoindrir l'importance dans cet espace méditerranéen où la disparité entre les riverains et la violence liée au phénomène du terrorisme ont en fait un espace plein de tension et favorable à la radicalisation.

S'agissant de la disparité entre les riverains

La richesse et la prospérité des riverains du Nord exercent incontestablement un pouvoir d'attraction sur bon nombre de sud-méditerranéens, faisant de l'immigration un phénomène redouté, très souvent combattu et assimilé à une menace grave à la sécurité. Cette assimilation est sans doute discutable à plusieurs points de vue, mais elle reste entièrement valable lorsqu'il s'agit d'immigration illégale. Celle-ci fait, sur les deux rives de la Méditerranée, l'objet de plusieurs textes législatifs et réglementaires, aussi bien nationaux que communautaires lorsqu'il s'agit de l'Union européenne (UE) ; des textes qui vont dans le sens du durcissement, permettant ainsi un contrôle plus soutenu des frontières, plus de poursuites et de reconduc-

tions aux frontières de ceux qui réussissent malgré tout à dépasser celles-ci clandestinement. Ces textes sont souvent très critiqués, car ils ne garantissent pas la dignité et les droits humains basiques des clandestins, mais d'autres diront qu'ils garantissent au moins la sécurité de ces personnes lorsqu'il s'agit de les délivrer des réseaux de trafic d'êtres humains et de la traite des personnes. A cet égard il est absolument nécessaire que les politiques de sécurité et les moyens de lutte soient plus concentrés sur ces réseaux criminels que sur les personnes migrantes, car comme il a été souvent rappelé par des voix du Sud, le traitement sécuritaire du problème de l'immigration illégale n'est pas et ne sera pas suffisamment efficace pour stopper ou même limiter le phénomène. Les pays méditerranéens de la rive sud, à qui on demande de jouer le rôle de gardien des frontières européennes, n'ont surtout pas les moyens de stopper leur transformation en un territoire de transit de milliers de clandestins subsahariens qui viennent s'ajouter à leur propre ressortissants candidats à l'immigration illégale. Opter pour une politique commune et globale qui traiterai le problème dans toute sa complexité devrait en principe être la meilleure stratégie défendable qui répondrait aux attentes de tous.

S'agissant de la violence liée au phénomène du terrorisme

La menace terroriste reste en tête des préoccupations sécuritaires, menace qui désormais préoccupe de la même manière tous les gouvernements autour de la Méditerranée, sans distinction entre le Nord et le Sud. Mais de quel terrorisme s'agit-il ?

L'usage de la violence, qu'elle soit légitime ou pas, n'est pas un phénomène nouveau en Méditerranée. Le recours à la force a été toujours présent, au Nord comme au Sud, au nom de l'idéologie, de la religion, pour des raisons politiques ou revendicatives nationalistes, séparatistes ; des mouvements divers se sont attaqués à l'ordre en place.

Mais aujourd'hui, la forme de violence qui semble le plus poser de problèmes est le terrorisme *jihadiste*. Un terrorisme qui n'a pas de revendications territoriales particulières et qui n'a pas de finalité politique territorialement confinée. Le terrorisme *jihadiste* vise tout le monde occidental et tout le monde musulman, du Maroc jusqu'en Indonésie, en a souffert. Le terrorisme *jihadiste* est une évolution relativement récente du terrorisme, une forme nouvelle, fondamentalement différente des autres manifestations de violence émanant d'organisations islamistes.

Cette évolution est amorcée à partir du moment où des mouvements se sont décidés à aller combattre sur d'autres territoires que les leurs. La lutte contre l'Armée Rouge en Afghanistan en a été le point de départ. Depuis, plusieurs guerres ont contribué à la formation de groupements militaires islamistes transnationaux, avec des combattants qui circulent d'un conflit à un autre : la guerre civile en Afghanistan ; la guerre de Bosnie ; les guerres de Tchétchénie et l'invasion de l'Irak ont été pour ces groupements autant de terrains d'action.

Il est clair que, chez ces groupes, il existe une prédisposition à combattre « l'infidèle » quel qu'il soit ; la présence des troupes notamment américaines sur le sol de l'Arabie saoudite, présentait un mobile suffisamment mobilisateur pour déclencher une vague d'attentats contre les occidentaux et leur intérêts où qu'ils se trouvent ; et contre des pays musulmans, en s'essayant à faire partir des troupes occidentales basées sur leurs territoires ou, cherchant à les déstabiliser ; ou à affaiblir leurs économies en s'attaquant au secteur du tourisme qui constitue parfois un atout majeur de leur développement.

Les racines du nouveau terrorisme

La question est donc de savoir quelles sont les raisons de l'apparition de ce type de terrorisme et quelle est sa véritable nature ?

Selon les uns, ce type de terrorisme est provoqué par le soutien indéfectible d'une majorité d'occidentaux, notamment des américains, à Israël, et plus généralement d'une partie de l'opinion publique occidentale, ce qui a conduit certains musulmans à partir en guerre contre ce monde « judéo-chrétien » hostile. Ce *jihad* est vécu comme une guerre totale, et cherche à faire des victimes en considérant cela non seulement comme un moyen mais aussi comme une fin (Lebas; Bouillon, 2005).

Selon d'autres, le nouveau terrorisme d'Al Qaida serait à la jonction d'une radicalisation violente d'une fraction minoritaire et marginale d'islamistes et d'une contestation anti-impérialiste, délocalisée dans la globalisation ; c'est-à-dire décalée par rapport au Proche-Orient et à ses conflits et largement teintée de désespoir profond (B. Khader, 2005).

Le nouveau terrorisme serait donc le fait d'extrémistes radicaux en rupture avec l'Islam tel qu'il est pratiqué dans leurs sociétés et donc en rupture avec leurs réalités.

Ce terrorisme, qui n'a rien donc de revendicatif est un terrorisme de rupture totale, fermé à tout argument alternatif, qui ne tend à aucun dialogue ou compromis (E. Husain, 2007). Et c'est cela qui est nouveau dans ce terrorisme.

En réalité, ce terrorisme *jihadiste* mondial « luttant pour la restauration d'un Islam authentique et pour la création d'un grand Etat islamiste couvrant toute la planète, effaçant toutes les frontières nationales actuelles, balayant toutes les entités politiques corrompues et renversant les puissances occidentales qui empêchent l'avènement d'un grand Etat islamiste » se retrouve ainsi avec un objectif irréalisable et utopique.

La conscience de cette inaccessibilité de l'objectif, le désespoir de voir le but atteint crée chez le *jihadiste* la conviction que le salut est dans le martyre, « la rétribution étant le paradis ». Mais malgré ces convictions surréalistes, ce terrorisme se nourrit de raisons plus concrètes telles que les politiques des puissances mondiales vis-à-vis de certains problèmes et leurs attitudes dans la lutte contre le terrorisme, plus spécifiquement la politique américaine au Proche-Orient et sa stratégie durant les deux mandats de l'ancien président George W. Bush de faire de la lutte contre le terrorisme une croisade du bien contre le mal. Cela ne fait que donner des justifications supplémentaires pour plus de recrutements de candidats désespérés et pour plus d'opérations suicides, non pas seulement contre le « Grand Satan » mais aussi contre ses « vassaux » dans le monde arabe et le monde musulman qui soutiennent sa politique.

Ce jeu de « perdant-perdant » dans lequel les deux parties font, chacun à sa manière et en avançant ses propres justifications, un usage asymétrique de la violence ne semble être gouverné par aucune règle. La priorité chez la majorité des Etats tend à être plutôt d'ordre technique, se doter d'un arsenal juridique préventif et répressif, renforcer les capacités de contrôles transfrontaliers et monter ou participer à des opérations militaires, sans s'attarder sur les raisons profondes de ce terrorisme du désespoir et s'y mettre sérieusement pour les résoudre à la racine. Il n'est point question ici de valider les justifications du terrorisme par ses causes, il est tout juste utile de rappeler que toute coopération internationale qui ne prendrait pas ces éléments en considération est une œuvre qui a de fortes chances d'être vouée à l'échec. ■